

ASSOCIATION SPF 26 - DROME

145 RUE ALFRED NOBEL

26500 BOURG LES VALENCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31/12/2023

À Membres du SPF 26 - Drôme

I. Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du SPF 26 - Drôme, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous vous informons que les données figurant dans la partie présentation de l'association n'ont pas fait l'objet d'un contrôle de notre part.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration des comptes annuels, du Compte par Origine de Destination et du compte d'emploi annuel des ressources, sont conformes au plan comptable interne de l'Union du Secours Populaire Français et aux règles de gestion validées par son conseil d'administration, en respect des réglementations en vigueur, ainsi qu'aux dispositions du règlement CRC 2018-06 et qu'elles ont été correctement appliquées.

Nos contrôles ont porté sur l'ensemble des cycles et plus particulièrement sur les cycles ressources/contributeurs, trésorerie, charges et contribution volontaire en nature en raison de l'importance de ces postes. Les sondages et les contrôles effectués ont contribué à l'expression de notre opinion.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



A la date de signature du présent rapport, nous n'avons pas eu connaissance des documents à caractère financier remis par Comité départemental, en vue de l'Assemblée Générale.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels sont arrêtés par Comité départemental.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces



informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PARIS, le 15 mai 2024

Veronique BRAULT

Commissaire aux Comptes



Bilan

Fédération de la DRÔME - FED EI 026 0 00000 000049

Exercice : 2023

En Euros	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net 2023	Montant net 2022
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours				
Immobilisations corporelles	1 140 365	303 769	836 596	503 022
Terrains	77 668		77 668	48 668
Agencements et aménagements de terrains	71 269	40 290	30 979	
Constructions	767 079	161 232	605 847	301 755
Installations techniques, matériel et outillage industriels	38 650	34 074	4 575	6 335
Autres immobilisations corporelles:	185 699	68 173	117 526	146 264
<i>Installations générales, agencements divers</i>	106 306	28 785	77 521	90 457
<i>Matériel de transport</i>	63 316	25 572	37 744	50 407
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	15 168	12 906	2 261	5 400
<i>Mobilier</i>	910	910		
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	25 510		25 510	500
Autres titres immobilisés	25 010		25 010	
Prêts				
Autres	500		500	500
I. Actif immobilisé	1 165 875	303 769	862 106	503 522
Stocks et en cours				
Autres approvisionnements				
Marchandises				
Créances	77 084		77 084	85 379
Avances et acomptes versés sur commandes	126		126	96
Créances clients et comptes rattachés	6 508		6 508	15 199
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances (dont produits à recevoir)	70 449		70 449	70 084
Disponibilités	232 054		232 054	49 416
Valeurs mobilières de placement et FNS	315 591		315 591	308 636
Charges constatées d'avance	2 139		2 139	2 003
II. Actif circulant	626 867		626 867	445 434
III. Ecart de conversion Actif				
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III)	1 792 742	303 769	1 488 973	948 956

Bilan

Fédération de la DRÔME - FED EI 026 0 00000 000049

Exercice : 2023

En Euros	Année 2023	Année 2022
Fonds propres sans droit de reprise	18 835	18 835
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Projet associatif et réserves		
Report à nouveau	604 644	602 558
Excédent ou déficit de l'exercice	23 388	2 086
Situation nette (sous-total)	646 867	623 479
Subventions d'investissement	355 178	220 704
I. Fonds propres	1 002 045	844 183
Ecart de combinaison		
II. Ecart de combinaison		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	84 816	50 250
III. Fonds reportés et dédiés	84 816	50 250
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
IV. Provisions		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	299 175	
Emprunts et dettes financières diverses SPF		
Emprunts et dettes financières diverses hors SPF		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	63 698	46 246
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	5 919	3 159
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes (dont charges à payer)	33 320	5 119
Produits constatés d'avance		
V. Dettes	402 112	54 523
VI. Ecart de conversion Passif		
TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V+VI)	1 488 973	948 956



Compte de résultat

Exercice : 2023

Fédération de la DRÔME - FED EI 026 0 00000 000049

En Euros	Année 2023	Année 2022
I- PRODUITS D'ACTIVITE		
Cotisations		
Vente de biens et services	19 932	15 101
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	414 064	318 398
Concours publics et subventions d'exploitation	74 050	81 990
Ressources liées à la générosité du public	179 948	157 146
<i>Dons manuels</i>	165 396	144 716
<i>Mécénats</i>	14 552	12 430
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
<i>Autres produits liés à la GP</i>		
Contributions financières	160 066	79 263
Reprises sur provisions et transferts de charges	914	
Utilisations des fonds dédiés	10 973	29 017
Autres produits	53 035	52 436
<i>Participations des destinataires de la solidarité</i>	11 483	9 280
<i>Produits d'initiatives</i>	41 447	36 260
<i>Autres</i>	105	6 896
I - Produits d'activité	498 917	414 952
II- CHARGES D'ACTIVITE		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Achats de marchandises, matériels et fournitures	106 026	52 117
Variations de stock		
Autres achats	57 142	63 166
Services extérieurs	51 903	30 527
Autres services extérieurs	42 680	55 596
Aides financières et quotes-parts de générosité du public reversées	79 875	91 223
Impôts, taxes et versements assimilés	5 055	5 591
Salaires et traitements	46 376	41 801
Charges sociales	17 279	15 849
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :	48 223	39 727
<i>- sur immobilisations</i>	48 223	39 727
<i>- sur immobilisations destinées à être cédées</i>		
<i>- sur actif circulant</i>		
<i>- pour risques et charges</i>		
Autres charges	11 425	19 146
Reports en fonds dédiés	45 539	30 144
II - Charges d'activité	511 523	444 886
Résultat d'activité	- 12 606	- 29 935
III- PRODUITS FINANCIERS		
Revenus des placements, intérêts et produits assimilés	9 858	5 215
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
III - Produits financiers	9 858	5 215
IV- CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	7 077	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
IV - Charges financières	7 077	
Résultat Financier	2 782	5 215

V- PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		129
Produits exceptionnels sur opérations en capital	33 227	26 677
Reprises sur provisions et transferts de charges		
V - Produits exceptionnels	33 227	26 806
VI- CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	14	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
VI - Charges exceptionnelles	14	
Résultat Exceptionnel	33 213	26 806
VII - Ecart de combinaison		
VII - Ecart de combinaison		
Résultat Combinaison		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+5)	542 002	446 973
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	518 614	444 886
EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)	23 388	2 086
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	265 118	248 867
Prestations en nature		
Dons en nature	297 549	266 785
Total	562 667	515 652
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	265 118	248 867
Prestations en nature		
Secours en nature	297 549	266 785
Total	562 667	515 652

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
Fédération de la DRÔME
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31
DECEMBRE 2023
MONTANTS EXPRIMES EN EUROS

SOMMAIRE

I. Présentation de l'Association	4
Objet social de l'entité et périmètre des missions sociales	4
Moyens mis en oeuvre	4
II. Faits majeurs de l'exercice	6
III. Principes, règles et méthodes comptables	7
Présentation des comptes	7
Méthode générale	7
Changement de méthode d'évaluation et de présentation	7
Durée de l'exercice et date de clôture	7
Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	7
Méthodes d'évaluation et de dépréciation des stocks et des créances	9
Subventions d'investissements	9
Fonds reportés sur legs et donations	9
Fonds dédiés : Opérations partiellement exécutées à la clôture de l'exercice	10
Provisions pour risques et charges	10
Indemnités de départ à la retraite (I.D.R)	10
Compte d'emplois des ressources	11
Evénements postérieurs à la clôture	11
IV. Informations complémentaires	12
Rémunération des dirigeants	12
Honoraires des commissaires aux comptes	12
Engagements hors bilan	12
V. Informations relatives au bilan	13
Actif	13
Passif	17
VI. Informations relatives au compte de résultat	22
Ventilation par nature des produits d'activités	22
Effectif	23
Résultat exceptionnel	23
VII. Autres informations	24
Contributions volontaires en nature	24
VIII. Compte de résultat par origine et destination (CROD) et Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)	26
Compte de Résultat par origine et destination (CROD)	26
Compte d'emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER)	29

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Montants exprimés en euros
Exercice clos au 31 décembre 2023

I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE ET PERIMETRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions.

Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour.

Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action. Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

MOYENS MIS EN OEUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée.

En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

Fédération de la DRÔME

La fédération constitue l'échelon départemental. Comme son nom l'indique, elle fédère les comités du Secours populaire actifs sur son territoire comme tous les collecteurs-animateurs bénévoles du département, qu'ils aient constitué ou non un comité local. Elle cherche aussi à en créer d'autres et anime l'ensemble des antennes. Elle coordonne et développe les actions du Secours populaire sur le département. Elle est dirigée par le comité départemental, élu tous les deux ans lors du congrès départemental.

Les antennes : 2

L'antenne est un relais du mouvement animé à l'échelle d'un quartier, d'un village, d'un lieu de travail ou d'études, d'une association sportive ou culturelle, par un petit groupe d'animateurs-collecteurs bénévoles. Elle n'est pas une entité juridique et dépend, suivant les cas, d'un comité ou d'une fédération. Son rôle est d'organiser la collecte des ressources financières et matérielles et de participer ainsi concrètement à la mise en œuvre d'actions de solidarité en France, en Europe et dans le monde.

Les comités : 4

Actif à l'échelle d'une ville, d'un canton ou encore d'une entreprise ou d'un établissement, le comité ; association déclarée en préfecture, est le fondement de la vie démocratique du Secours populaire. Il rassemble les animateurs-collecteurs bénévoles, organise la collecte des ressources financières et matérielles et met en œuvre tous ses projets dans le respect des orientations communes, sur son territoire comme au-delà, en lien avec d'autres comités ou fédérations.

Les donateurs : 2824 Donateurs financiers sur un total de 8949 contacts actifs

Les donateurs au Secours populaire sont des acteurs à part entière de l'association. Détenteurs d'une carte de donateur renouvelée tous les ans, quelle que soit la nature ou le montant de leurs dons, ils ont une voix consultative lors des Assemblées générales des comités et congrès des fédérations et sont invités à toutes les grandes initiatives et temps forts du mouvement.

Les moyens humains bénévoles, pivots du mouvement : **251**

Attachés à développer la solidarité ici comme ailleurs, plus de 81 000 « animateurs-collecteurs-bénévoles » sont présents dans toute la France métropolitaine, en Outre-mer, en Europe et dans le monde. Ils constituent le « cœur du cœur » du mouvement. Leur implication en son sein fait d'eux, tout à la fois, des bénévoles, des animateurs et des collecteurs.

- Bénévoles, parce qu'ils ont librement choisi d'offrir une part de leur temps libre.
- Animateurs, parce que ce sont eux qui agissent pour aider et accompagner les personnes, organisent des événements pour faire grandir la solidarité, reçoivent des enfants en vacances, gèrent l'association, recrutent et forment d'autres bénévoles...
- Collecteurs, parce qu'ils sollicitent et obtiennent des dons de toutes natures, ou mobilisent pour que d'autres les collectent...

Les moyens humains salariés : **1**

Ils participent à développer les actions du Secours populaire français qu'il s'agisse de missions d'animation directement liées à nos missions sociales ou de support dans les domaines administratifs et de gestion.

II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

L'année 2023 a été fortement impacté par :

Lors de notre Congrès du 28 Octobre 2023, Madame Vallier Nadine a été élue Secrétaire Générale Départementale remplaçant Olivier Prémieux.

Achat d'un local destiné au Comité de Romans pour un total de 381 k€ pour lequel 1 emprunt a été contracté (conditionné à l'ouverture d'un compte à terme de 80000€ jusqu'au 23/05/2033)
Des Subventions et du Mécénat ont été obtenus pour cet investissement important

Nous constatons encore cette année une forte augmentation du nombre de personnes accueillies dans nos permanences d'accueil soit une moyenne de 20%.

Grace à des subventions alimentaires DDTES nous avons pu fournir des légumes et fruits frais auprès des producteurs locaux ainsi que des produits d'hygiène aux familles.

Nous notons une augmentation des produits d'initiative par l'inauguration du nouvel Espace Solidaire à Die, qui s'atténue par une diminution des espaces solidaires (vestiaires)

Pour cause de canicule nous avons dû annuler la journée prévue pour la JOV départementale

III. PRINCIPE, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRESENTATION DES COMPTES

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- ♦ Le bilan,
- ♦ Le compte de résultat,
- ♦ L'annexe des comptes.

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général. Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et notamment les règlements ANC 2014-03 et ANC 2018-06 (précisés et amendés par les règlements 2020-08, 2021-02 et 2022-04) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le SPF dispose, pour la production de ses comptes annuels, de son propre plan comptable et de règles de gestion validées par son conseil d'administration applicable à l'ensemble de l'Union ; en respect des réglementations en vigueur.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

A compter de l'exercice 2023, la structure bénéficiaire d'un reversement de subventions de la part d'une autre structure Secours populaire français enregistrera ce produit en contribution financière. Auparavant, ces opérations venaient impacter la rubrique « Subventions d'exploitation ».

DUREE DE L'EXERCICE ET DATE DE CLOTURE

La fédération produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1er janvier au 31 décembre.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Les immobilisations incorporelles, corporelles et financières obtenues à titre onéreux sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Les frais d'acquisition d'une immobilisation (droits de mutation et d'enregistrement, honoraires et frais d'acte sont :

Portés à l'actif du bilan en majoration du coût d'acquisition de l'immobilisation à laquelle ils se rapportent.

Les immobilisations obtenues à titre gracieux sont enregistrées selon la valeur vénale du bien correspondant à la valeur qui aurait été acquittée dans des conditions normales de marché.

Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas.

Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles (hors composants des immeubles) :

Libellé	Durée d'amortissement
Installation générale, agencements...	De 10 à 20 ans
Matériel de transport	De 4 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de bureau	De 5 à 10 ans
Mobilier	De 5 à 10 ans
Installations techniques	De 5 à 10 ans

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.

Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :

Composant	Durée d'amortissement
Structure de l'immeuble	50 ans
Electricité	25 ans
Plomberie	25 ans
Ascenseur	15 ans
Menuiseries extérieures	25 ans
Menuiseries intérieures	25 ans
Chauffage collectif/individuel	25 ans
Étanchéité (enduit)	20 ans
Ravalement et amélioration	20 ans

Dépréciation des immobilisations :

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles est comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non-recouvrement.

METHODES D'EVALUATION ET DE DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES

Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur historique. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

LES STOCKS LIES A L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES FINANCE PAR DES DOTATIONS FINANCIERES

Au cours du 1er trimestre 2023, une dotation financière a été reversée à l'ensemble des fédérations du Secours populaire français afin de compenser une partie des crédits européens non mobilisés à travers le programme du FEAD/SEAA. Le Conseil d'Administration du 17 février 2024 a adopté une décision de gestion pour l'ensemble des structures du Secours populaire français concernant la méthode de comptabilisation de ces stocks non distribués à la clôture de l'exercice :

- Ne pas constater les écritures de variation de stocks,
- Ne constater des fonds dédiés que dans le cas où la dotation versée par l'Association Nationale n'est pas entièrement consommée au 31/12/2023,
- De procéder à un recensement des produits non distribués au 31/12/2023 et d'indiquer dans l'annexe des comptes la valorisation du stock non distribué au 31/12/2023 dans la rubrique engagements hors bilan.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour un bâtiment)

Les règles de gestion applicables au 1er janvier 2020 concernant les amortissements de celles-ci sont les suivantes :

- ✓ Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants
- ✓ Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans
- ✓ Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.

FONDS REPORTES SUR LES LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (CA du 19/12/2020).

La fédération (ou comité) n'est donc pas concernée par cette rubrique.

FONDS DEDIES : OPERATIONS PARTIELLEMENT EXECUTEES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report en fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds dédiés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a reprecisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- ✓ Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- ✓ Les dons des particuliers
- ✓ Les dons des entreprises ou « mécénat »
- ✓ Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières des fondations et associations

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association. Ainsi, les fonds collectés lors des campagnes « Pauvreté Précarité » et « Pères Noël verts » ne font plus l'objet de fonds dédiés étant donné que ces appels aux dons se confondent avec l'objet social de l'association.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE (I.D.R.)

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de **8%**.

Le taux appliqué pour notre structure est de **8%**.

Pour 2023, conformément à la décision des instances départementales, les taux de prélèvement reposent sur les postes suivants :

Dons de particuliers 8%

Mécénat 8%

Legs, donations et assurances-vies 8%

Subventions 8%

Contributions financières des fondations et associations 8%

Autres ressources 8%

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

NEANT

IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2023, le Secrétaire général et le Trésorier départemental.

Le montant cumulé des rémunérations perçues en 2023 par les élus au comité départemental disposant par ailleurs d'un contrat de travail et salariés à ce titre s'élève à 63 902€. Charges comprises

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires d'audit inscrits en charges de l'exercice 2023 s'élèvent à 6 936€.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

4.3.1 Engagement pris en matière de retraite

Méthode retenue :

- ♦ Indemnité prévue par le code du travail
- ♦ Age de départ à la retraite : 64 ans
- ♦ Taux d'actualisation : 3,17%
- ♦ Taux d'évolution des salaires : 1 %
- ♦ Taux de rotation moyen sur 3 ans

Le montant total des IDR est de 4 579,44 €.

4.3.2 Crédit-bail

NEANT

4.3.3 Legs, donations et assurances-vie

La fédération est bénéficiaire du legs, donation ou assurance-vie en attente de clôture au 31/12/2023 du testateur pour un montant de 29 158€ (net des 8% de frais de gestion prélevés par l'Association Nationale).

- Courtne 2 000€
- Gros 14 628€
- Munier 12 530€
-

4.3.4 Stocks de produits achetés avec une dotation et non distribués à la clôture

Dans le cadre de la dotation Lots dits « infructueux », les produits achetés en 2023 et non distribués aux personnes accueillies à la clôture de l'exercice représentent 25 444€

V. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Les mouvements des immobilisations et des amortissements,
 - ✓ L'état des créances au 31/12/2023,
 - ✓ Les produits à recevoir,
 - ✓ Les mouvements de trésorerie,
 - ✓ Le détail des charges constatées d'avance.

Les mouvements des immobilisations :

En €uros	Valeur brute au 01/01/2023	Acquisitions et créations en 2023	Diminutions par cessions ou mises hors service en 2023	Valeur brute au 31/12/2023
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours				
Immobilisations incorporelles (I)				
Immobilisations corporelles (II)				
Terrains	48 668	29 000		77 668
Agencements et aménagements de terrain	38 453	32 815		71 269
Constructions	447 525	319 554		767 079
Installations techniques, matériel et outillage industriel	38 650			38 650
Autres immobilisations corporelles:	198 225	1 337	13 863	185 699
<i>Installations générales, agencements divers</i>	105 879	427		106 306
<i>Matériel de transport</i>	73 752		10 437	63 316
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	17 684		2 516	15 168
<i>Mobilier</i>	910	910	910	910
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours		298 957	298 957	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations corporelles (II)	771 521	681 664	312 820	1 140 365
Immobilisations financières (III)				
Autres titres immobilisés		25 010		25 010
Prêts				
Autres	500			500
Immobilisations financières (III)	500	25 010		25 510
TOTAL GENERAL (I+II+III)	772 021	706 674	312 820	1 165 875

Les mouvements des amortissements :

En €uros	Montant en début d'exercice 2023	Augmentations: dotations de l'exercice 2023	Diminutions: reprises de l'exercice 2023	Montant en fin d'exercice 2023
Frais d'établissement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres immobilisations incorporelles				
Amortissements des immobilisations incorporelles (I)				
Agencements et aménagements de terrain	38 453	1 837	-	40 290
Constructions	145 770	15 463	-	161 232
Installations techniques, matériel et outillage industriel	32 315	1 759	-	34 074
Autres immobilisations corporelles:	51 961	29 165	12 953	68 173
<i>Installations générales, agencements divers</i>	15 422	13 363	-	28 785
<i>Matériel de transport</i>	23 345	12 663	10 437	25 572
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	12 283	3 139	2 516	12 906
<i>Mobilier</i>	910	-	-	910
Amortissements des immobilisations corporelles (II)	268 499	48 223	12 953	303 769
TOTAL GENERAL (I+II)	268 499	48 223	12 953	303 769

L'état des créances au 31/12/2023 :

En euros	Année 2023
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>	
Avances et acomptes sur immobilisations en cours	
Participations	
Autres titres immobilisés	25 510
Prêts	
<u>ACTIF CIRCULANT</u>	
Avances et acomptes versés sur commandes	126
Créances clients et comptes rattachés	6 508
Autres créances:	70 449
<i>Personnel</i>	
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	43 050
<i>Autres</i>	27 399
Créances reçues par legs ou donations	
Charges constatées d'avance	2 139
TOTAL	104 732

-

Les produits à recevoir :

En euros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2023
Avances et acomptes versés sur commande	126
Créances clients et comptes rattachés / Factures à établir	
Autres créances:	43 050
<i>Personnel</i>	
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	43 050
<i>Autres</i>	
Produits à recevoir	4 871
TOTAL	48 047

Les mouvements de trésorerie :

En euros	Montant en début d'exercice	Montant en fin d'exercice
Valeurs mobilières de placement	308 636	315 591
<i>Placements divers</i>	722	21 076
<i>OPCVM</i>	-	80 000
Fonds National de Solidarité	307 914	214 515
Comptes courants	48 541	229 804
Caisses	876	2 251
TOTAL	358 052	547 645

Le détail des charges constatées d'avance :

En euros	Année 2023
Exploitation courante	2 139
Données financières	
Données exceptionnelles	
TOTAL	2 139

5.1.1 Immobilisations inaliénables

Une immobilisation inaliénable est un actif possédé par le SPF qui ne peut faire l'objet d'un transfert (ni cession, ni vente) autrement que le SPF est obligé de conserver (un contrat ou convention écrite doit être formalisé)

Néant

PASSIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Le tableau de variation des fonds propres (cf 5.2.1)
- ✓ L'état des emprunts et des dettes financières,
- ✓ L'état des dettes à la clôture,
- ✓ Le détail des charges à payer

L'état des emprunts et des dettes financières :

En euros	Capital restant dû au 01/01/2023	Remboursement au cours de l'année	Nouvel emprunt au cours de l'année	Capital restant dû au 31/12/2023
Emprunts auprès des établissements de crédit:			299 175	299 175
<i>Emprunts</i>			299 175	299 175
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>				
Emprunts auprès de structures SPF				
TOTAL			299 175	299 175

En euros	Capital restant dû au 01/01/2023	Capital restant dû au 31/12/2023
<i>Compte courant au passif</i>		
<i>Dépôts et cautionnements reçus</i>		
TOTAL		

L'état des dettes à la clôture :

En euros	Montants au 31/12/2023
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit:	299 175
<i>Emprunts</i>	299 175
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	-
<i>Dettes financières</i>	-
Emprunts auprès des structures SPF	-
Avances et acomptes reçus sur commandes	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	63 698
Dettes fiscales et sociales:	5 919
<i>Personnel</i>	478
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	5 132
<i>Etats et autres collectivités publiques</i>	309
Dettes sur immobilisations	-
Autres dettes	33 320
Produits constatés d'avance	-
TOTAL	402 112

Le détail des charges à payer :

En euros	Montants au 31/12/2023
Intérêts courus sur emprunts	
Avances et acomptes reçus sur commande	
Fournisseurs - Factures non parvenues	
Dettes fiscales et sociales (dont congés à payer):	712
<i>Personnel</i>	478
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	234
Dettes sur immobilisations / Factures non parvenues	-
Charges à payer	3 975
Créditeurs divers	920
TOTAL	5 607

5.2.1 Variation des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres								
En euros	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	18 835							18 835
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves								
Report à nouveau	602 556	2 086						604 644
Excédent ou déficit de l'exercice	2 086	-2 086		23 388				23 388
Situation nette	623 479			23 388				646 867
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	220 704			134 473				355 178
Provisions réglementées								
TOTAL	844 183			157 862				1 002 045

5.2.2 Fonds dédiés et reportés

En €uros	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations				
Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	15 417	29 162	6 042	38 537
Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	-	-	-	-
Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la GP	34 833	16 377	4 931	46 280
TOTAL	50 250	45 539	10 973	84 816

VI. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

VENTILATION PAR NATURE DES PRODUITS D'ACTIVITES

Se reporter aux tableaux en page suivante concernant :

- ✓ L'évolution des produits d'activités,
- ✓ Le détail des rubriques "subventions d'investissement" et " subventions d'exploitation".

L'évolution des produits d'activités :

En €uros	Exercice 2023	Exercice 2022
Vente de biens et services	19 932	15 101
Concours publics et subventions d'exploitations	74 050	81 990
Dons manuels	165 396	144 716
Mécénats	14 552	12 430
Legs, donations et assurances-vie		
Autres produits liés à la GP		
Contributions financières	160 066	79 263
Reprises sur provision et transferts de charges	914	
Utilisations des fonds dédiés	10 973	29 017
Participations des destinataires de la solidarité	11 483	9 280
Produits d'initiatives	41 447	36 260
Autres produits	105	6 896
TOTAL	498 917	414 952

Le détail des rubriques « subventions d'investissement » et « subventions d'exploitation » :

En €uros	Montant
Subventions d'investissements nouvelles au bilan	165 000
Subventions internationales	
Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement)	
Subventions régionales	58 000
Subventions départementales	11 700
Subventions communales	4 350
Subventions des autres éta.publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV)	
Subventions Publiques Diverses	
Subventions emplois aidés	
Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF	
TOTAL	239 050

ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2023

(VERSION SYNTHETIQUE)

Le règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 (modifiant le règlement ANC n°2018-06) issu de la transposition des nouvelles obligations comptables de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant :

- d'un Etat Etranger
- d'une personne morale étrangère
- d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou
- d'une personne physique non-résidente en France

L'état présenté ci-après correspond aux dons financiers ou matériels 2023 dont le donateur (personne physique ou morale) a une adresse postale à l'étranger référencée dans notre outil CRM.

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Suisse	1 020,00€

EFFECTIF

Le nombre de salariés au 31 décembre 2023 est de 1.

RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel des comptes 2023 - solde des produits exceptionnels (sous classe distincte des produits) et des charges exceptionnelles (classe distincte des charges) est principalement issu :

En Euros	Montant en fin d'exercice au 31.12.2023
Produits	33 227
Produits d'éléments d'actifs cédés	2 700
Quote part de subvention d'investissement virée au compte de résulta	30 527
Autres produits de gestion sur exercices antérieurs	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	
Transfert de charges exceptionnelles	
Charges	- 14
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	
Autres charges de gestion concernant des exercices antérieurs	
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	- 14
Tableau Résultat exceptionnel	33 213

VII. AUTRES INFORMATIONS

CONTRIBUTION VOLONTAIRES EN NATURE

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- ♦ Dons en nature neuf : alimentation, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets....
- ♦ Prestations en nature : places spectacles, affichage publicitaire, activités sportives....
- ♦ Mise à disposition de locaux, personnel, véhicules.
- ♦ Bénévolat.

Dons en nature et prestations gratuites :

- ♦ La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, État etc.), fait généralement l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans les contributions volontaires en nature.
- ♦ Les dons en nature :
Compte-tenu de l'impressionnante collecte de biens et articles collectés par les bénévoles du SPF leur valorisation est essentielle autant que délicate.
Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :
*Au pied du compte de résultat et du compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens seront alors valorisés en euros.
*Dans l'annexe de ses comptes pour ce qui concerne les biens d'occasion. Leur nature pourra être décrite et si l'information est disponible, la quantité pourra être affichée. Ces biens concourent à la solidarité que mettent en œuvre les bénévoles de la fédération pour soutenir les personnes accueillies.

Estimation des dons en nature usagés

Dons et nature d'occasion	Pièces	Kg
Habillement d'occasion	0	4823
Couchages d'occasion	0	1427
Electroménagers d'occasion-Meubles d'occasions	199	0
Vaisselle d'occasion	0	1015
Education	0	922
Santé	1	0
Jouets d'occasion	1716	0
Loisirs	28	0
Heures d'instances	236 Heures	

Bénévolat :

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat et valorisée au regard des missions accomplies durant ces heures.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées. Les heures sont valorisées selon un taux horaire moyen de 18,69 € pour 2023.

Les mises à disposition :

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans les contributions volontaires en nature pour le montant de la convention de mise à disposition ou de tout autre justificatif probant.

Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :

Elles ne sont pas valorisées dans les comptes annuels. Etant donné leur importance fondamentale dans la vie et le développement de l'association, elles sont évaluées chaque année dans l'annexe des comptes. Pour 2023, le volume horaire a été évalué à 236 heures.

VIII. COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)

Se reporter aux tableaux en pages précédentes.

Méthode de présentation :

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2023 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1. Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.

8.1.1 Les produits par origine

8.1.1.1 Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- ♦ Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- ♦ Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,
- ♦ Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant.

L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- ♦ Les missions sociales,
- ♦ Les frais de recherche de fonds,
- ♦ Les frais de fonctionnement.

Ci-dessous, quelques précisions sur la composition des produits inscrits dans le CROD du SPF :

8.1.1.2 Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « *Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :*

- ♦ *Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),*
- ♦ *Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,*
- ♦ *Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,*
- ♦ *Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »*

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public.

8.1.1.3 Les produits non liés à la générosité du public se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, de la cotisation statutaire versée par chaque département à l'Association Nationale conformément aux statuts ou aux reversements intra-structures SPF, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

8.1.1.4 Les subventions et concours publics comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

8.1.1.5 Les reprises sur provisions et dépréciations regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

8.1.1.6 Les utilisations de fonds dédiés antérieurs correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et non encore dépensées au 31/12/2022. Pour le détail des sommes utilisées en 2023, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

8.1.2. Les charges par destination

8.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.

Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales.

Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :

- ♦ Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- ♦ Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- ♦ Le développement des structures et de l'audience du SPF
- ♦ L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »

Définition et répartition des coûts directs et indirects

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

- ♦ Coûts des missions sociales :
 - Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;
 - Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait.
- ♦ Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

8.1.2.2. Frais de recherche de fonds

Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ conception, réalisation et envoi de publipostages,
- ♦ recherche et gestion des legs,
- ♦ frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- ♦ campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ organisation d'initiatives, braderies,
- ♦ initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,
- ♦ frais de recherche de subventions publiques.

8.1.2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- ♦ Locaux,
- ♦ administration générale,
- ♦ communication.

8.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations conformément au compte de résultat.

8.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2023 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2023 et non encore dépensées au 31/12/2023, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un comparatif N / N-1. Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Le CER affiche un déficit de 0€ sur 2023 pour les seuls fonds liés à la générosité du public.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »). Celui-ci s'élève pour la fédération à 0€.

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant le déficit de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année (0€ pour la fédération).

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2023 de la fédération s'élève ainsi à 0€, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.

CER

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES			1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations	-	-
- Actions réalisées par l'organisme	167 407	169 846	1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central ou à l'étranger	2 993	2 701	- Dons manuels	165 396	144 716
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	-	-
- Actions réalisées par l'organisme	0	52	- Mécénat	14 552	12 430
- Versements à un organisme central ou à l'étranger	3 639	23 021	1.3 Autres produits liés à la générosité du public	-	46 695
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	0	0			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0			
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	-5 538	0,00			
TOTAL DES EMPLOIS	168 501	195 619	TOTAL DES RESSOURCES	179 948	203 840
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-
5-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	16 377	22 792	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	4 931	14 571
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-	-
TOTAL	184 878	218 411	TOTAL	184 878	218 411
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	-	-
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	-	-
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-	-
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	-	-



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EMPLOIS DE L'EXERCICE	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022	RESSOURCES DE L'EXERCICE	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES - Réalisées en France - Réalisées à l'étranger	370 836 4 707	275 395 19 245	1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC - Bénévolat - Prestations en nature - Dons en nature	265 118 0,00 154 100	248 867 0,00 86 930
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA	22 753	26 606			
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU	20 921	14 551			
TOTAL	419 217	335 797	TOTAL	419 217	335 797

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN	34 833	26 611
DEBUT D'EXERCICE		
(-) Utilisation	4 931	14 571
(+) Report	16 377	22 792
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN	46 280	34 833
FIN D'EXERCICE		



FED EI 026 0 00000 000049	Fédération de la DRÔME		2023	16/05/2024 14:54:04
CROD				
A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2023		EXERCICE 2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations	0	0	0	0
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	165 396	165 396	144 716	144 716
- Legs, donations et assurances-vie	0	0	0	0
- Mécénat	14 552	14 552	12 430	12 430
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0	46 695	46 695
2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations statutaires	27 483		27 727	
2.2 Parrainage des entreprises	0		0	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	132 583		11 697	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	86 439		66 025	
3-SUBVENTIONS	104 577		108 667	
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEFERCIATIONS	0	0	0	0
5-UTILISATIONS DES FONDS DE ANTERIEURS	10 973	4 931	29 017	14 571
TOTAL	542 002	184 878	446 973	218 411



CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	348 229	167 407	295 570	169 846
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	38 515	2 993	18 513	2 701
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	0	0	72	52
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	8 400	3 639	32 000	23 021
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	25 875	0	31 048	0
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	14 724	0	13 291	0
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT				
	37 332	-5 538	24 249	0
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS				
	0	0	0	0
5-IMPOT SUR LES BENEFICES				
6-REPORT EN FONDS DEEDIES DE L'EXERCICE				
	45 539	16 377	30 144	22 792
TOTAL	518 614	184 878	444 886	218 411
EXCEDENT OU DEFICIT	23 388	0	2 086	0

	EXERCICE 2023		EXERCICE 2022	
B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
- Bénévolat	265 118	265 118	248 867	248 867
- Prestations en nature	0,00	0,00	0,00	0,00

- Dons en nature	154 100	154 100	86 930	86 930
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
- Prestations en nature	0,00		0,00	
- Dons en nature	143 449		179 855	
TOTAL	562 667	419 217	515 652	335 797
CHARGES PAR DESTINATION				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France	488 107	370 836	411 599	275 395
- Réalisées à l'étranger	7 255	4 707	33 153	19 245
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	35 064	22 753	45 834	26 606
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	32 241	20 921	25 067	14 551
TOTAL	562 667	419 217	515 652	335 797